

Mots et maux du Printemps érable

COLLECTIF, *Dictionnaire de la révolte étudiante*, Montréal, Tête première, 2012, 228 pages

Philippe Boudreault

Volume 7, numéro 2, printemps 2013

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/68732ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Ligue d'action nationale

ISSN

1911-9372 (imprimé)

1929-5561 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Boudreault, P. (2013). Compte rendu de [Mots et maux du Printemps érable / COLLECTIF, *Dictionnaire de la révolte étudiante*, Montréal, Tête première, 2012, 228 pages]. *Les Cahiers de lecture de L'Action nationale*, 7(2), 16–17.

MOTS ET MAUX DU PRINTEMPS ÉRABLE

Philippe Boudreault

COLLECTIF

**DICTIONNAIRE DE LA
RÉVOLTE ÉTUDIANTE**

Montréal, Tête première, 2012,
228 pages

Sur la page couverture, on nous annonce ceci : « Artistes, étudiants, intellectuels, journalistes, professeurs, s'unissent pour expliquer le mouvement étudiant en 118 mots ». Et comme il s'agit de surcroît d'un dictionnaire, on pourrait penser que le livre se donne réellement pour mandat de décrire, de faire comprendre, de rendre intelligible l'essentiel du mouvement des carrés rouges, comme le ferait tout ouvrage de référence digne de ce nom. Est-ce bien le cas ?

Avant de répondre, un mot sur cette lutte exceptionnelle livrée en 2012. Rarement une grève étudiante aura autant secoué et polarisé la société québécoise. Diverses catégories sociales se sont, dans une bonne mesure, reconnues dans ce mouvement, en particulier celles mentionnées au paragraphe précédent. Cela a donné lieu à des complicités et collaborations inédites, dont ce livre ; puisqu'il s'agit là d'un jalon intéressant, l'initiative de l'éditeur mérite d'être saluée.

D'entrée de jeu, on aura compris que les auteurs sont acquis à la cause qu'ils se donnent pour mission d'« expliquer » – et ils ne s'en cachent pas du tout. Par-delà cette sympathie, signalons aussi que le contenu s'adresse d'abord à un public averti, pour ne pas dire conquis. En préface, Guy Rocher prévient d'ailleurs le lecteur : « Il nous fallait donc à tout prix ce *Dictionnaire* (...) pour ne pas perdre le fil de l'indignation », ajoutant aussitôt que l'ouvrage « fait partie de ce printemps [québécois] ». En somme, le livre ne se réclame pas de la démarche scientifique.

Malgré tout, certaines des définitions brillent par leur caractère pédagogique, ou par le bagage de connaissances disciplinaires mises en valeur afin d'expliquer les phénomènes. C'est la posture qu'a choisie le quart des auteurs qui ont opté pour un effort manifeste de vulgarisation, en adoptant une langue claire et en faisant davantage appel à la raison qu'à l'émotion. C'est ce qu'on trouvera par exemple aux entrées : décrocheur, démagogie, désobéissance civile, droite, idéologie, ligne éditoriale, sous-financement des universités, vote à main levée. Dans ce registre rationnel, quelques entrées à caractère savant méritent elles aussi d'être signalées : arrestation préventive, endettement, judiciarisation et remboursement proportionnel au revenu.

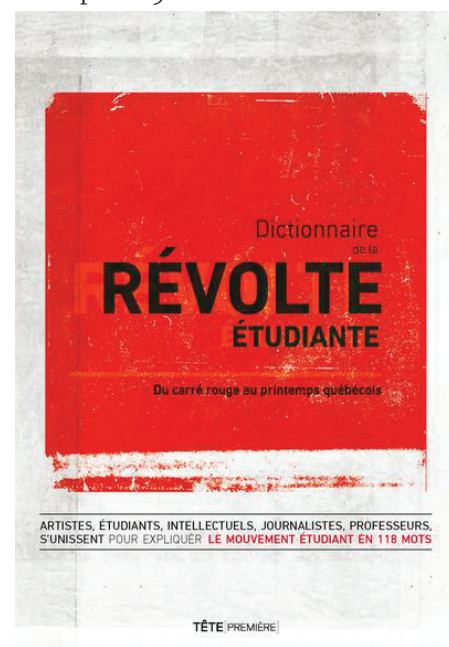
Un autre quart des entrées repose pour sa part sur une motivation fort différente : l'humour. La lecture peut alors prendre un tour

léger et divertissant. Notons quelques entrées hilarantes : gel, intimidation, itinéraire, *manifdating*, masque, rue, soixante-dix-huit et Jacques. De cette dernière, citons les toutes premières phrases : « Un Jacques est un commentaire montrant de l'incompréhension (ou un manque flagrant d'efforts de compréhension) de la part d'un protagoniste ayant peu à voir avec la situation donnée. Imaginons un papa qui aime les moteurs, les courses de chars et l'odeur d'huile brûlée. Papa monte des voitures de course l'été et des motoneiges de course l'hiver. Imaginons qu'il ait ouvert un garage dans une petite ville appelée Berthier, par exemple. Imaginons qu'il ait eu un fils. Jacques. »

Peut-on croire que le caractère unique (à l'échelle du continent) de cette société francophone, ainsi que le rôle crucial qu'elle accorde à son État national comme vecteur de son émancipation, soient totalement étrangers à cette révolte étudiante ?

Une troisième catégorie d'entrées relève davantage de la création littéraire ou de la recherche sémantique. Dans ce cas, les auteurs fétichisent le mot, de telle sorte que la définition devient un exercice de style. Encore une fois, on quitte l'univers de l'ouvrage de référence – et on sublime le conflit social – pour atteindre une sorte de plaisir intellectuel basé (en principe) sur l'art de manipuler le verbe. Dans cette catégorie sont définis entre autres les termes ou expressions suivants : carré vert, condescendance, diabolisation, mode solution, porte-parole, profilage criminel et rhétorique.

Ce qui nous laisse un dernier groupe d'entrées, appartenant aux différentes déclinaisons du texte d'opinion. Dans cette catégorie, la forme retenue va du billet au pamphlet, en passant par l'éditorial, la diatribe et le règlement de compte. Les acteurs sociopolitiques appartenant à la droite méritent une considérable attention ; à lui seul, Richard Martineau a droit à trois entrées (la belle vie, martinade et sangria). Les forces de l'ordre, les ministres libéraux et d'autres adversaires des carrés rouges sont eux aussi des objets de prédilection, suscitant sarcasmes et dénonciations. La rédaction des entrées suivantes a dû être, pour leurs



auteurs, une grande source de défoulement : bataille de l'image, blague, code de déontologie policière, culture, débordement, maturité, mauvaise foi, police et sondage.

Voilà pour le procédé lexicographique. Sur le fond, la lecture qui est faite de la révolte printanière relève principalement de considérations idéologiques ou discursives. On le sait, le conflit de 2012 s'est situé pour une grande part sur le terrain des idées et de la rhétorique ; les protagonistes socialement engagés en étaient eux-mêmes conscients, sachant en outre que c'est en démontant le discours de l'adversaire qu'on peut éventuellement espérer avoir raison de lui. L'ouvrage participe de cet effort et rend généreusement compte des détournements langagiers et autres dérives lexicales, via des entrées comme accessibilité aux études supérieures, *boycott*, enfant-roi, juste part, justice et révolutionnaire.

Toutefois, l'impression qui se dégage est que cette étude du discours oblitère parfois l'analyse des acteurs, de leur stratégie et leur rapport de force, de leurs pratiques, tactiques, alliances, choix et impacts. Un peu comme si ce n'était pas la CLASSE, la FECQ et la FEUQ qui avaient mené l'essentiel de cette lutte. Un peu comme si ce n'était pas les activistes et leurs actions (leur patiente mobilisation précédant le déclenchement du bras de fer, leur grève, leurs piquets de grève, leur détermination à défier les injonctions et la loi spéciale) qui avaient poussé le gouvernement dans ses derniers retranchements.

Rédigé durant l'été 2012, le dictionnaire reste intimement lié à cette retentissante fronde étudiante qui, au moment pour lui de mettre sous presse, ne parvenait pas encore à trouver son aboutissement. À cette date, les esprits étaient encore échauffés, ce qui à l'évidence transpire du livre. Aujourd'hui, rétrospectivement, on constate à quel point les nerfs étaient à fleur de peau, y compris chez plusieurs des auteurs. Écrites sur le vif, les entrées témoignent à leur façon de l'intensité de l'affrontement.

Le livre reproduit aussi les principaux angles morts du mouvement des carrés

suite de la page 16

rouges. Il ne se penche pas sur la difficulté qu'il a connue à conclure sa lutte pour se projeter dans une autre arène, électorale celle-là (reconnaissons cependant que la date de tombée de l'ouvrage ne permettait pas de se pencher là-dessus...). Il tait l'incapacité du mouvement syndical à établir une jonction conséquente et approfondie avec le mouvement **étudiant** (le phénomène n'est pas nouveau). Il n'examine pas les formes prises par le conflit dans les autres régions que Montréal, ce qui accredit malheureusement la thèse du caractère montréalais-centriste du mouvement. Enfin, il évacue complètement, ou presque, la question nationale.

Presque entièrement, car l'entrée «gauche» aborde le sujet, pour dire justement que ce conflit est parvenu à se dérouler en faisant abstraction de la question du Québec – transcendée, dit-on, par le clivage gauche/droite. Si cela est vrai en surface, il demeure que le Québec est le seul endroit en Amérique du Nord où, ces dernières décennies, un mouvement étudiant de cette ampleur s'est produit et a su fédérer une telle somme de forces de protestation sociale. Peut-on croire que le caractère unique (à l'échelle du continent) de cette société francophone, ainsi que le rôle crucial qu'elle accorde à son État national comme vecteur de son émancipation, soient totalement étrangers à cette révolte étudiante? D'autres auteurs chercheront peut-être un jour à répondre à cette question... ❖

GUILLAUME LAMY (DIR.)
C'EST FAUX. 50 IDÉES DÉCONSTRUITES
PAR DES SPÉCIALISTES
 Sillery, Septentrion, 2012, 295 pages

Comme le titre l'indique, cet ouvrage se propose d'infirmer certaines idées reçues, largement véhiculées par les médias et souvent considérées comme des évidences par une part importante de la population. Malheureusement, l'ouvrage n'est pas toujours à la hauteur de ses bonnes intentions. Cela tient-il à la proposition elle-même? Au choix des collaborateurs? Aux questions abordées? À toutes ces questions, on peut répondre que là n'est pas le cœur du problème. En fait, le problème réside plutôt dans l'état des connaissances en sciences sociales, car les idées critiquées – que certains auteurs n'hésitent pas à qualifier de mythes – constituent des objets d'étude de ces disciplines. On ne surprendra personne en soulignant que l'avancement des connaissances varie selon les disciplines et même assez souvent en fonction des champs d'une même discipline. Les écoles de pensée sont diverses et la démarche scientifique et ses présupposés épistémologiques sont également diversement compris. Bref, ce qui pose problème en sciences sociales, c'est le cumul des connaissances puisque les résultats des analyses ne sont souvent pas exempts de présupposés idéologiques. Aussi avant d'affirmer qu'une proposition est fautive, il faudrait faire état des connaissances telles qu'établies par les différentes écoles de pensée concernées par le sujet abordé, plutôt que d'affirmer d'emblée des vérités ou des faussetés (ce qui n'est d'ailleurs pas du domaine de la science qui se préoccupe plutôt du vrai et du faux).

De ce qui précède, on peut donc déduire que le point de vue défendu par les différents collaborateurs se situe dans une école de pensée qui peut être majoritaire au sein de sa discipline – ce qui facilite définitivement un positionnement institutionnel avantageux – mais ne garantit pas son caractère scientifique et par conséquent, son caractère vrai. C'est pourquoi dans un ouvrage du genre, il faudrait faire état des différentes approches existantes au sein de la discipline plutôt qu'en privilégier une seule. Et même alors, le résultat de la discussion ne permettrait pas nécessairement d'infirmer ou de confirmer une idée, tout dépendant du statut du savoir disciplinaire. Il importe d'insister sur cette état de fait, car de nos jours, on présente trop souvent comme scientifique, un discours qui est en fait idéologique.

Cela dit, certains des chapitres demeurent plus instructifs que d'autres compte tenu de la nature du sujet abordé. C'est le cas du chapitre consacré à la démographie, présenté par Guillaume Marois et Benoit Dubreuil, qui y discutent, entre autre chose, du vieillissement de la société québécoise et du peu d'incidence de l'immigration sur un éventuel rajeunissement de celle-ci. Le propos est clair, les indicateurs utilisés clairement définis qui sont étayés à partir de comparaison avec d'autres sociétés. Le chapitre consacré à la prostitution, proposé par Richard Poulin qui étudie le sujet depuis de nombreuses années, porte à la réflexion même si les standards de la démarche scientifique sont appliqués ici de façon particulière. L'auteur prend ouvertement partie contre la légalisation de la prostitution qu'il considère comme une exploitation éhontée et une domination le plus souvent brutale de personnes dont le statut social est précaire. M. Poulin fait peu état de recherches soutenant le point de vue adverse, cela dit, les renseignements qu'il nous présente, proviennent de plusieurs recherches, les siennes mais



aussi celles de d'autres chercheurs, lesquelles permettent de comparer diverses approches de la prostitution mises de l'avant dans différents pays. Les conditions d'existence qui nous sont ici décrites, sont plus que problématiques.

Les chapitres sur le terrorisme (Pierre-Alain Clément) et sur le Moyen Orient (Joan Deas) sont intéressants quoiqu'ils n'épuisent pas le sujet. Chaque auteur discute des autres points de vue pour les réfuter ou pour, le plus souvent, les nuancer. Du coup, on en sort avec une connaissance de base du terrorisme qui permet d'appréhender les discours politiques sur le sujet d'une manière plus critique. On aura également une idée plus nuancée du rôle des femmes dans l'action politique au sein des différentes sociétés du Moyen Orient.

Le chapitre portant sur le quotient intellectuel et l'intelligence humaine est écrit par Serge Larivée. Celui-ci veut nous convaincre que la mesure du quotient intellectuel est le meilleur instrument de prédiction de la réussite scolaire et du rendement au travail et qu'il ne défavorise pas systématiquement les membres de certaines classes sociales ou de groupes ethniques. Toujours selon l'auteur, cet outil de mesure établit naturellement des différences entre les personnes, mais ces différences traduisent des aptitudes différentes qui s'expliquent par l'interaction de la génétique et de l'environnement. Nulle mention d'autres écoles pour lesquelles la mesure du quotient intellectuel est nettement moins intéressante que l'observation des sujets à travers un ensemble d'activités. Nulle interrogation sur le caractère normatif de l'instrument de mesure et sur la sélection sociale qu'il favorise.

Finalement, les chapitres discutant de phénomènes économiques sont problématiques. Le chapitre portant sur la mondialisation proposé par Stéphane Paquin a ceci d'intéressant qu'il compare et parfois confronte les points de vue de la gauche et de la droite sur la question. Par contre, l'auteur ne justifie jamais les périodes choisies pour les comparaisons des statistiques colligées dans différents pays et qui ont une incidence sur les résultats d'analyse. De même, il n'examine pas la construction des données statistiques qu'il se contente d'utiliser, se fiant sans doute à la réputation des organismes qui les proposent. Comme scientifiquement, on a vu mieux. Enfin le chapitre consacré à l'économie, la fiscalité et les finances publiques présenté par MM. Pierre Fortin et Luc Godbout emporte la palme! Faut-il aller plus loin dans le commentaire, une fois qu'on a constaté que les auteurs ne citent aucune autre référence que leurs propres travaux? Gageons que le chapitre aurait identifié des «mythes» bien différents s'il avait été rédigé par des économistes hétérodoxes ou des chercheurs de l'IREC et de l'IRIS!

J.L.